



fccq | Fédération des chambres
de commerce du Québec



CHAMBRE DE COMMERCE
DE VAL-D'OR



COMMUNIQUÉ
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

BUDGET DU QUÉBEC 2021-2022

À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles : La FCCQ et la CCVD saluent le pragmatisme du budget Girard

Val-d'Or, le 26 mars 2021 – La Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et la Chambre de commerce de Val-d'Or (CCVD) sont satisfaites des grandes lignes du budget 2021-2022 du gouvernement du Québec. Elle salue entre autres la baisse d'impôt prévue pour les petites et moyennes entreprises à 3,2 %, pour les premiers 500 000 \$ de revenus.

Le report exceptionnel de l'atteinte de l'équilibre budgétaire en 2027-2028 correspond à la position énoncée dans les attentes prébudgétaires de la FCCQ et la CCVD et est compréhensible étant donné les circonstances, afin de maintenir l'aide nécessaire de la part du gouvernement pour les entreprises. Elles prennent acte du déficit de 12,3 G\$ pour la présente année budgétaire et 8,5 G\$ pour l'année suivante.

« La dernière année a été fort éprouvante sur le plan sanitaire bien entendu, mais aussi sur le plan économique, ce qui amène des conséquences importantes pour nos finances publiques, entre autres dans les rentrées fiscales. Pour nous, il s'agit d'un budget qui arrive à un moment exceptionnel et le gouvernement se doit de mettre en place toutes les conditions nécessaires pour retrouver dès que possible, la croissance économique que nous avons avant la crise. En ce sens, le plan budgétaire semble correspondre à nos attentes et le gouvernement vise juste en apportant un soutien à nos PME et à des secteurs clés qui ont été malmenés comme la culture et le tourisme », a déclaré Charles Milliard, président-directeur général de la FCCQ.

Aide aux entreprises et aux secteurs en difficulté pour favoriser la relance

Le budget 2021-2022 prévoit 150 M\$ supplémentaires pour prolonger les deux principaux programmes d'aide aux entreprises mis en place pendant la crise de la COVID-19 : le programme Aide d'urgence aux PME (PAUPME), incluant son volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM), ainsi que le programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE).

« Le gouvernement se doit de maintenir une présence importante dans l'aide octroyée auprès des entreprises pour les aider à se relever des conséquences économiques de la COVID-19. Les entrepreneurs qui bénéficient des programmes d'aide sont heureux d'apprendre que 150 M\$ sont ajoutés au budget pour les prolonger. Nous demeurons cependant préoccupés par l'absence de mesure qui rendrait ces programmes plus accessibles et plus flexibles. Dans la situation exceptionnelle que nous vivons, il faut tout faire pour faciliter la vie des entrepreneurs. L'ajout de fonds est bienvenu, mais encore faut-il que les entreprises y aient accès sans être embourbées dans les formulaires administratifs. L'État peut et doit faire mieux, un an après le début de la pandémie », a affirmé Charles Milliard.

Des sommes insuffisantes en formation en entreprise et en main-d'œuvre

Malheureusement, la FCCQ et la CCVD estiment que l'aide budgétaire aux entreprises ne s'attaque pas assez vigoureusement aux enjeux de main-d'œuvre. Le gouvernement investit massivement pour retourner les chômeurs sur les bancs d'école. Cependant, rien n'est prévu pour la formation des travailleurs déjà en emploi. Alors qu'il y a actuellement plus de 148 000 postes vacants au Québec, le moment aurait été opportun d'accroître les mesures d'aide à la formation en emploi alors que les entreprises et leurs employés doivent plus que jamais s'adapter à de nouvelles réalités technologiques qui transforment les opérations.

LA FORCE DU RÉSEAU



fccq | Fédération des chambres
de commerce du Québec



CHAMBRE DE COMMERCE
DE VAL-D'OR



Ce budget mise fortement sur la persévérance scolaire de nos jeunes en leur donnant accès à des milieux d'apprentissages plus modernes et plus adaptés tout en prévoyant l'embauche de plus de professionnels pour les appuyer. Cette vision est partagée par la FCCQ et la CCVD Il s'agit du meilleur investissement possible pour le développement économique et social du Québec. Cependant, comme tout employeur, nous craignons que le gouvernement se heurte à la rareté de main-d'œuvre et que cela nuise à la réalisation de ses objectifs.

« La rareté de main-d'œuvre et le manque de productivité demeureront des enjeux importants pour les prochaines années, malgré le contexte des 12 derniers mois. C'est pourquoi il est important que le gouvernement consacre les ressources nécessaires afin de rehausser fortement les compétences des travailleurs québécois de toutes les industries. Malheureusement, nous aurions espéré davantage du budget d'aujourd'hui pour cet enjeu si déterminant pour l'économie et les régions québécoises », a rappelé Charles Milliard.

Des sommes pour des secteurs clés et le développement régional

Un montant total de 523 M\$ sur six ans est consacré au développement régional, dont 205 M\$ pour le soutien et la relance du secteur touristique. Pour la FCCQ et la CCVD ce secteur est un pilier de notre économie et il est plus fortement touché que d'autres par la crise actuelle, en particulier dans les villes aux quatre coins du Québec. L'aide annoncée pour relancer nos centres-villes et pour stimuler les investissements privés dans le secteur touristique était très attendue.

« L'accès au territoire est un autre enjeu crucial auquel nous devons répondre : la bonification du soutien aux aéroports ainsi qu'aux transporteurs aériens régionaux et par autocar répond ainsi à un besoin criant. Nous accueillons aussi positivement les appuis financiers supplémentaires accordés aux industries forestières, minières et aérospatiales, tout comme les investissements pour étendre les réseaux de distribution du gaz naturel, par exemple », a souligné Charles Milliard.

Places en services éducatifs

En ce qui concerne l'un des enjeux les plus préoccupants pour la région à l'heure actuelle, le budget prévoit 116 M\$ pour la création de places en services éducatifs à l'enfance tout comme 33 M\$ pour la formation d'éducatrices. « On voit dans le budget que certaines de nos préoccupations ont été entendues, notamment sur l'importance de valoriser et de former davantage d'éducatrices en petite enfance. Des sommes vont également être dirigées vers les milieux familiaux, qui ont été malmenés ces dernières années par le gouvernement. Est-ce que ce sera suffisant pour renverser la vapeur et faire une réelle différence rapidement sur notre territoire? Chose certaine nous allons suivre le dossier de près et continuer de militer pour que nos jeunes parents puissent retourner au travail car nous avons besoin d'eux au sein de nos entreprises. » affirme Jérémie Fournier, président de la CCVD.

À propos de la CCVD

La Chambre de commerce de Val-d'Or est un organisme à but non lucratif qui compte plus de 1 115 délégués actifs au sein de la communauté d'affaires. Ayant pour mission de promouvoir le développement socioéconomique, la CCVD agit comme partenaire mobilisateur, porte-parole et défenseur des entreprises de son territoire.

À propos de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)

Grâce à son vaste réseau de 130 chambres de commerce et 1 100 membres corporatifs, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) représente plus de 50 000 entreprises exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. Plus important réseau de gens d'affaires et d'entreprises du Québec, la FCCQ est à la fois une fédération de chambres de commerce et une chambre de commerce provinciale. Ses membres, qu'ils soient chambres ou entreprises, poursuivent tous le même but : favoriser un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.



fccq | Fédération des chambres
de commerce du Québec



CHAMBRE DE COMMERCE
DE VAL-D'OR



-30-

Émilie Dumas, agente de communication
Chambre de commerce de Val-d'Or
edumas@ccvd.qc.ca

Félix Rhéaume, directeur principal
Communications et relations externes
Fédération des chambres de commerce du
Québec
felix.rheaume@fccq.ca
Bureau 514 844-9571 poste 3242
Cellulaire : 514 912-2639